

# Trait d'Union

Le bulletin des membres  
et des sympathisants du R.W.F.

Belgique – België  
P.P.  
1420 Braine-l'Alleud  
n°6/68910  
N° d'agrément :  
P701163

**RASSEMBLEMENT  
WALLONIE – FRANCE**  
Rassemblement Bruxelles – France



# Belgique sans issue !

- L'éditorial de Laurent Brogniet ..... p. 2
- Belgique sans issue, un Royaume en perdition ! ..... p. 3
- Des députés français plaident notre cause ..... p. 6
- Magnette, le germanophile ..... p. 8
- Hommage à André Patris ..... p. 11
- Courrier des lecteurs : Vive la France ! ..... p. 12
- La Belgique sera flamande ou elle ne sera pas ..... p. 13
- La Marche de l'Empereur ..... p. 14
- CD&V et N-VA : le cartel est reformé ! ..... p. 15
- L'organigramme du R.W.F. .... p. 16
- Notre soirée conviviale à Namur ..... p. 18
- Inventaire avant liquidation ..... p. 19
- L'Amnistie, la ritournelle du Nord ..... p. 22
- Le roi s'arroge des pouvoirs qui ne sont pas les siens p. 23
- Réaffiliez-vous ! ..... p. 24

Trimestriel  
Onzième année  
Numéro 32

**Mars 2011**

Parution : mars - juin -  
septembre - décembre

Bureau de dépôt :  
Braine-l'Alleud

Editeur responsable :  
Joël Goffin,  
14, rue Bayard  
1420 Braine-l'Alleud

<http://rwf.be>

[rwf@rwf.be](mailto:rwf@rwf.be)

## COTISATION 2011 : IL EST TEMPS !

*VOIR DERNIÈRE PAGE*



## Notre combat est plus que jamais nécessaire !

*L'éditorial de Laurent Brogniet, coprésident du R.W.F.*

Qui aurait imaginé il y a quelques années que les deux télévisions publiques (VRT et RTBF) organiseraient coup sur coup une émission à une heure de grande écoute sur l'éventualité de la disparition de la Belgique ? Personne !

Voici plus de trois ans que l'Etat fédéral est quasi sans gouvernement digne de ce nom. A chaque scrutin, les Flamands votent toujours plus à droite, plus nationaliste, plus conservateur alors que dans le même temps, les Wallons renforcent ceux qui, à leurs yeux, représentent la sécurité et le maintien de leur pouvoir d'achat : le Parti socialiste et ses satellites, à savoir le CDH, dont le slogan «L'Union fait la force» relevait d'une incroyable naïveté, et Ecolo.

C'est ainsi que depuis le 10 juin dernier, la gauche se situe à 20% en Flandre et à 70% en Wallonie. On le comprend, le fossé ne fait que se creuser entre les deux communautés principales du pays. Et ce processus me semble irréversible.

Aujourd'hui, puisque le Plan B a été mis sur la table comme une hypothèse parmi d'autres, les médias aux ordres des partis de pouvoir essaient de nous faire croire que la scission du pays est difficile, voire impossible ! Mais le jour où le maintien de l'Etat belge coûtera plus cher à la Flandre que sa disparition, celle-ci larguera les amarres, avec Bruxelles dans sa besace si possible, sans sa capitale usurpée s'il le faut...

Au moment où les tensions communautaires ne font que s'accroître, il m'apparaît indispensable de faire connaître à notre population qu'il existe une réelle alternative, crédible et rationnelle, face à la perspective d'une «Belgique coquille vide» dominée par la Flandre ou d'une Wallonie indépendante qui serait peu viable sur le plan économique : l'union de notre région avec la France.



## Belgique sans issue : un Royaume en perdition !

*Paul-Henry Gendebien, coprésident du R.W.F.*

A la une du journal *Le Soir*, il y a quelques semaines, s'étalait ce titre, en lettres énormes : «la Belgique sans issue» Nous le savions et nous l'annoncions depuis longtemps ! Cependant, contre toute évidence, la presse francophone, à la suite des vieux partis francophones, fait preuve d'un acharnement thérapeutique douteux en cherchant à n'importe quel prix à faire accepter la soumission par ses lecteurs, à concilier l'inconciliable, à inventer une belgitude qui n'a jamais existé, à nier l'échec irréversible du fédéralisme. Que de temps et surtout que d'énergies et d'argent dilapidés au détriment des intérêts de la Wallonie et de Bruxelles !

Nous avons pensé que le chaos durable était l'ultime invention belge. En vérité le régime finissant vient de mettre au point une autre innovation : la roulette belge. Celle-ci a quelque chose de remarquable : cinq balles dans le barillet. Le Royaume est en perdition, il est fasciné par son propre vide et s'avance imperturbablement vers son autodestruction. Les partis officiels se sont toujours vantés de se préoccuper des «vrais problèmes». On voit bien que ceux-ci sont les cadets de leurs soucis. Ce sont les allocataires sociaux, les sans-emploi, les usagers des services publics qui paieront les pots cassés de l'incurie de la classe politique institutionnelle.

L'Etat belge, de plus en plus grotesque, chétif et impuissant, a été transformé en atelier de découpe par «la Bande des Sept». A l'heure où ces lignes sont écrites (10 février), les négociateurs sont toujours au point mort et s'ils ont avancé ce n'est que d'un demi-pas de nain de jardin. Alors que la méfiance des marchés internationaux et la crise rampante de l'euro sont plus que jamais présentes, le «cul-de-sac belge» se confirme et se précise. De toute manière, un éventuel compromis entre Flamands et Francophones ne sera - demain comme hier - qu'une misérable somme de mécontentements et de frustrations.

Une réforme de l'Etat, la sixième en quarante ans, n'aura pour effet que d'appeler la suivante et de préparer un nouveau tour de carrousel pour d'autres capitulations francophones. Et si un gouvernement de plein exercice se formait, il ne vaudrait pas mieux que les précédents et ne réunirait que des chiens de faïence attendant une chute prématurée avant la fin de la législature. Un Leterme III n'offrirait à la Belgique qu'un sursis provisoire. Pour la Belgique, il n'aurait que le goût de la cigarette du condamné.

Pendant ce temps, les Di Rupo, Milquet et Javaux ont mauvaise mine. Ils sont anxieux. Ils scient la branche vermoulue sur laquelle ils sont encore assis, alors qu'ils ont tout fait pour déguiser leurs reculs et leurs abandons en œuvre de salut public. Ils ont mis beaucoup d'eux-mêmes pour plaire à la Flandre. Ils ont mis le genou dans la neige deux fois plutôt qu'une devant ses exigences. Pour sauver leur «chère Belgique», ils ont été très loin et très bas pour amadouer et assouplir la N-VA et le CD&V. En vain. C'était toujours trop peu et trop tard aux yeux des séparatistes avoués ou masqués.

A vrai dire, les négociateurs wallo-bruxellois se sont placés sur le terrain même de la Flandre en acceptant de traiter de la communautarisation et/ou régionalisation de pans entiers de la sécurité sociale et de la fiscalité en échange d'un « refinancement » de Bruxelles (les euros de Judas), ils ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à lâcher la périphérie et à scinder BHV sans contrepartie. Pour le dire en un seul mot, les trois présidents francophones se sont comportés en mollusques.

Personne aujourd'hui n'est capable de citer une seule concession flamande un tant soit peu significative que les francophones auraient arrachée. La faiblesse, la naïveté, la pusillanimité du PS, du CDH et d'Écolo sont, paradoxalement, une des causes de l'échec des négociations : en cédant ils n'ont pas apaisé l'appétit des nationalistes flamands, ils l'ont aiguisé et augmenté ! la Flandre en veut toujours plus, d'où l'emballement de la machine à perdre.

La Pax belgica (la paix belge) n'est qu'une illusion. Les Wallons et les Bruxellois s'humilient dans une posture de mendicité permanente. Et la Flandre se moque des «plans B» pseudo-séparatistes inventés par le Parti socialiste. Ce ne sont que rodомontades. Chacun

voit bien que l'État indépendant «Wallo-Brux» de M. Di Rupo n'aura pas de consistance nationale ni de crédibilité financière et qu'il sera encore plus ridicule que la Belgique. Quant au rattachement à l'Allemagne évoqué par le Ministre Magnette, il faut y voir un pied de nez au bon sens et une insulte à notre mémoire collective.

Les partis officiels, libéraux compris, n'ont pas de stratégie. Ils se dirigent les yeux bandés vers l'inconnu. Cela promet pour le jour où le désordre et l'anarchie présideront à la fin du Royaume.

Nous persistons et nous signons : plus que jamais, c'est le «plan F», la solution française qui s'impose avec une évidence de plus en plus lumineuse.

J'en appelle une fois de plus au soutien de ceux qui pensent comme nous. Qu'ils le fassent savoir. Il est temps que chacun répande autour de lui la bonne parole pour la bonne cause. Le R.W.F., pour l'instant, ne doit compter que sur ses propres forces. Ses analyses sont justes et son projet est salutaire. A l'heure où le régime belge est devenu une nuisance pour les Wallons et les Bruxellois, il n'est plus permis de tergiverser.

Il est urgent de nous soustraire à la domination de la majorité flamande si nous voulons préserver nos intérêts et notre honneur.



**A paraître très prochainement  
aux Editions Mols : le nouveau livre  
de Paul-Henry Gendebien**

## **«La Raison et le Cœur. Oui à la France»**

*Quelle stratégie francophone  
pour sortir du chaos durable belge ?*

*Les fausses bonnes solutions  
pour résoudre la crise belge.*

*Le bon « plan B » c'est le « plan F » :  
l'union « Wallonie-Bruxelles-France »*

**Disponible en librairie début mars.**

*On peut aussi commander l'ouvrage via le site*

*[www.edde.eu](http://www.edde.eu) au prix de **17,50 euros**, frais de port compris.*

*Il a fait l'objet d'une présentation à la Foire du Livre.*

## Nicolas Dupont-Aignan se mouille pour la Wallonie



*Alors que la crise belge s'éternise, le président de Debout la République et candidat déclaré aux élections présidentielles de 2012, Nicolas Dupont-Aignan, dans un communiqué publié le 6 septembre dernier, a demandé à la France de se tenir prête à accueillir le peuple wallon en cas de scission du plat pays.*

*Contacté par le Journal du Dimanche, le député gaulliste précise sa démarche.*

**Vous demandez à la France de se tenir prête à accueillir les Wallons. Pourquoi ?**

Face à la situation de décomposition de la Belgique, il faut que la France se tienne effectivement prête à accueillir les Wallons, s'ils le désirent. Il ne s'agit pas pour moi de déstabiliser la Belgique ou de prôner la désunion. Il appartient aux Wallons de choisir leur avenir, par la forme qu'ils jugent nécessaire. Mais, dans le même temps, au nom de la communauté d'esprit entre Wallons et Français, notre pays doit leur envoyer un signal et doit envisager une forme d'autonomie de la Wallonie, de partenariat, voire, pourquoi pas, de rattachement à la France. Mais, que les choses soient claires, je ne cherche pas à envahir la Belgique!

**Vous citez De Gaulle dans votre texte. En quoi votre démarche est-elle gaulliste ?**

Le général de Gaulle plaçait la Nation au-dessus de toute considération, or la Belgique, qui est un pays récent, a été construite pour servir de tampon entre la France et le Nord de l'Europe. C'est un pays fragile dans lequel les Flamands et les Wallons, deux populations très différentes, ne parviennent plus à partager un avenir commun. Il faut donc se tenir prêt à en tirer les conséquences, quelles qu'elles soient. Mais une nouvelle fois, si les Wallons et les Flamands peuvent s'entendre, je dis bravo!

**Vous dites craindre un scénario à la yougoslave. C'est un peu fort, non ?**

Oui, c'est un peu fort, ce que je veux dire par là, c'est qu'il vaut mieux un divorce à l'amiable qu'une séparation violente... En même temps, c'est la première fois que les Wallons s'aperçoivent avec autant d'acuité que les Flamands en ont assez de cette cohabitation. Dans cette situation, mon message est de dire aux Wallons : «*Vous n'êtes pas abandonnés*».

## Jacques Myard, député UMP, évoque notre option après le scrutin du 10 juin dernier



Le vote de dimanche lors des élections législatives, remportées par le parti indépendantiste flamand N-VA, met, selon lui, «les Etats européens au pied du mur et plus particulièrement la France».

Le député français Jacques Myard (UMP,

le parti du président français Nicolas Sarkozy) a évoqué mardi la question du «rattachement de la Wallonie et de Bruxelles» à la France, après le triomphe dimanche des indépendantistes flamands de la N-VA en Belgique.

«Pendant des décennies, l'Europe a pratiqué à l'égard de la Belgique la politique de l'autruche en voulant ignorer systématiquement l'éventualité de son éclatement au motif que l'Europe était la seule réponse à la question nationale belge», a réagi dans un communiqué l'élu des Yvelines.

Le vote de dimanche lors des élections législatives, remportées par le parti indépendantiste flamand N-VA, met, selon lui, «les Etats européens au pied du mur et plus particulièrement la France».

«La France ne fera pas l'économie d'élaborer une politique à l'égard de la Belgique. La question du rattachement de la Wallonie et de Bruxelles se pose à terme, qu'on le veuille ou non», a souligné M. Myard.

«C'est une question à laquelle les francophones de Belgique devront répondre. A nous Français d'élaborer une politique responsable pour relever ce défi inéluctable qui scellera le destin d'une construction étatique artificielle voulue par les puissances en 1830 et aujourd'hui dépassée et obsolète», a-t-il conclu.

Source : La Libre – 15 juin 2010



## Deux mots à M. Paul Magnette, Wallon belgifié et ministre francophone et germanophile

**Paul-Henry Gendebien**

Comme les fusées à bon marché qu'on fait exploser dans les cortèges carnavalesques, la « boutade » de M. Magnette en faveur du rattachement à l'Allemagne a fait beaucoup de bruit ... et de fumée.

Dans un entretien avec *La Libre Belgique* le 21 octobre 2010, le ministre «carolo» osait déclarer : «Etre rattaché à la France qui a une culture aux antipodes de la nôtre, c'est ridicule. Si on doit se rattacher à un pays un jour, ce sera plutôt à l'Allemagne.»

Déjà rattachés deux fois à l'Allemagne contre leur gré, les Wallons n'ont évidemment pas apprécié. Une certaine presse liée au PS s'est aussitôt mise au travail pour minimiser l'incident : ce n'était qu'un «couac», une «blague» ! L'intéressé parla d'une «boutade». Mais beaucoup d'observateurs ne sont pas de cet avis. Si on relit l'entretien, force est de constater que le ministre ne répond pas à la question qui lui est posée sur le «plan B» et qu'il s'échappe par la tangente, embrayant immédiatement sur le rattachement à la France ou à l'Allemagne.

Il est vrai que le Wallo-Brux du Parti socialiste est encore si inconsistant que M. Magnette a préféré parler d'autre chose en s'en prenant à la France, alors que ce n'est pas le sujet. Ce qui sous-tend en l'occurrence le discours ministériel, c'est bel et bien un raisonnement politique très conscient. Comme si la France était une menace politique, il faut en noircir l'image et nier la filiation que les Wallons ressentent à son égard. Il faut accentuer la distance que la Belgique officielle a voulu établir entre ceux-ci et la République. Il faut idéaliser le fédéralisme allemand pour mieux déconsidérer un prétendu jacobinisme français. Un jacobinisme qui n'est plus du tout ce qu'il fut, puisque la régionalisation, envisagée par de Gaulle, fut mise en œuvre par Mitterrand et Defferre. Les communautés urbaines, d'agglomération et de communes ont été créées et renforcées.

Aucune des majorités politiques successives de la Vème République n'a remis en cause les régimes particuliers que la France a accordés à



certains de ses territoires, au premier rang desquels figurent les trois départements d'Alsace-Moselle. Ainsi la France - toujours une et indivisible et heureusement - demeure-t-elle un Etat mais un Etat de plus en plus décentralisé.

M. Magnette, qui se targue d'être un politologue érudit, devrait savoir que les identités régionales françaises même si elles sont moins accusées que sous l'Ancien Régime, restent vivantes dans la France contemporaine. Sinon, comment expliquer que les Alsaciens dont la culture fut historiquement proche de l'Allemagne, plus que la nôtre, aient réussi à la fois à faire fructifier leur particularisme et à s'attacher fidèlement à la République ?

Belle illustration de hiérarque wallon belgifié, M. Magnette ne semble pas aimer le concept d'Etat. Il préfère un Etat faible, qu'il pense apercevoir en Allemagne. Il oublie que le régime dont la Wallonie souffre aujourd'hui est celui d'un système des partis hypertrophique, dans un Etat qui se vide de l'intérieur. Notre régionalisme a pris l'allure d'un néo-féodalisme : les Wallons ont besoin de renouer avec le sens de l'Etat, de l'autorité publique, de l'intérêt général, incarné par la tradition républicaine française. Pour mieux s'opposer à la France, M. Magnette met au pinacle une Allemagne fédérale implicitement présentée comme un pays complètement décentralisé, débonnaire, sans véritable volonté de puissance, un pays dont les Wallons pourraient aisément s'accommoder s'ils veulent garder leurs habitudes et entrer comme par détour dans une mythique Europe des Régions chère à M. Happort.

Oui, l'Allemagne est un Etat fédéral. Non, l'Allemagne n'est pas un Etat en pointillé, fragile et impuissant comme l'est devenu l'État belge. En Belgique, une loi fédérale et un décret régional ont une égale force juridique. C'est «l'équipollence des normes» selon notre jargon local. En Allemagne, une loi votée par le Bundestag de Berlin - la Chambre fédérale des Députés - l'emporte en droit sur celle qui émane d'un Parlement régional, celui du Land de Bavière par exemple : «Bundesrecht bricht Landesrecht.»

Il y a de la confusion dans l'esprit de ceux qui croient déceler des différences profondes entre la culture politique française et la nôtre. En vérité cultures et valeurs sont identiques. On concédera volontiers en revanche que certaines pratiques ou modalités organisationnelles ne le sont pas. Personne ne contestera que monarchie n'égale pas république, encore que les pouvoirs d'un Président, sous la Vème République,

feraient de lui, selon certains analystes, un monarque élu pour une durée déterminée. Un exemple de pratiques différentes : le mode de scrutin pour l'élection des députés en est un. En Belgique, scrutin de liste, proportionnel, à un tour. En France, un système majoritaire, uninominal à deux tours, avec ses vertus : sélection plus qualitative des élus, instauration d'un vrai et vif débat public sur des enjeux clairs, alternance entre les deux camps principaux. En Belgique, les noms de la plupart des élus qui sortiront des urnes sont connus à l'avance. L'absence de majorité absolue au sein des assemblées conduit inévitablement à des coalitions hétéroclites sans âme et sans élan, dont le ciment n'est pas une dynamique mais la neutralisation respective des partis associés. Notre système électoral a pour conséquence qu'un parti pivot - le Parti socialiste - réussit le tour de force de rester au pouvoir dans tous les gouvernements, fédéraux et régionaux, depuis 23 ans sans interruption.

Cependant, si les institutions et les fonctionnements ne concordent pas toujours, il subsiste une forte proximité entre Belgique et France et plus encore entre Wallonie et France. Les Constituants et le Gouvernement provisoire de 1830 s'étaient largement inspirés, on le sait, des principes de la France républicaine ou impériale et de ses structures politiques, administratives, judiciaires... Et en Wallonie tout particulièrement, les idées démocratiques (et même républicaines évacuées par les directions successives du PS contemporain), le besoin d'un Etat arbitre et régulateur, l'aspiration à la justice sociale, à la solidarité et à la liberté, les luttes pour le suffrage universel ont été confortés par les influences venues de France. Ce n'est pas par hasard que les Wallons furent dans le camp de la romanité, de la francité, de la loi qui protège les libertés et garantit les droits. Depuis le Siècle des Lumières, la Wallonie est fille et sœur de la France - même quand elle l'ignore ou l'oublie - pour ce qui est de sa culture politique essentielle. Ne pas en tenir compte reviendrait à insulter la mémoire collective.

Encore une fois, les dires de M. Magnette n'étaient-ils qu'une boutade ? Non, c'était un aveu idéologique, révélateur d'un ancrage plus belge que wallon exprimant une pensée politiquement correcte, post-nationale, anti-étatiste... et francophobe. Qu'on se rassure cependant : nul doute que si la gauche française revient au pouvoir en 2012, le Ministre bondira dans un TGV à destination de Paris où il saura se montrer au bon endroit et au bon moment, comme l'exigeront les nouvelles circonstances et les nécessités de l'heure.

## Un ami nous a quittés : hommage à André Patris



Né à Wépion au cœur de cette Wallonie qu'il aimait, André Patris fut successivement journaliste à *Vers l'Avenir* et fonctionnaire européen à Bruxelles. Dans les années soixante, il soutient activement la revendication fédéraliste, au sein du Mouvement Populaire Wallon et de Rénovation wallonne. Auteur de nombreux articles sur la défense des intérêts wallons, il écrit aussi des livres qui furent remarqués, notamment un ouvrage contre le danger que représentait le Benelux, *Benelux, vingt millions de Néerlandais?* En 1970, il publie *Wallonie, naissance d'un peuple*.

A cette époque déjà, André Patris considère que l'aide de la France sera indispensable à la Wallonie. Fonctionnaire à la Commission de la Culture de l'Agglomération bruxelloise à partir de 1974, il contribue à la création de la Maison de la Francité à Bruxelles, dont il devient le Directeur de 1978 à 1999. Il s'y bat avec ferveur pour la défense de la langue française.

Il participe au Congrès de fondation du R.W.F. à Charleroi le 27 novembre 1999 et milite pour la réunion de la Wallonie à la France. Son engagement était inconditionnel : il participa à la vie de la section du Brabant wallon et il n'hésita pas à plusieurs reprises à figurer sur nos listes électorales.

Le R.W.F. unanime rend hommage à un grand Wallon qui se considérait aussi avec une légitime fierté Français de Wallonie.

Avec émotion et reconnaissance pour un combattant qui nous a quittés, nous saluons aussi l'ami.

Joël Goffin



## Vive la France !

*Jacques Bonjean, Durnal, dans le courrier des lecteurs de L'Avenir*

Dans le courrier des lecteurs de mardi, j'ai été offusqué par le texte de M. Germain Pirlot d'Ostende qui estime que devenir Français, pour un Belge, constituerait un déshonneur.

Sans la défaite de Napoléon à Waterloo, il n'y aurait pas eu de Congrès de Vienne en 1815 ni de Belgique en 1830. Autant savoir que ce sont les Anglais qui ont voulu créer un «État tampon», avec la Belgique, entre eux et la France.

Pour en revenir à la réalité, force est de constater que la Belgique aura bientôt cessé d'exister, qu'on le veuille ou non. Les problèmes internes à la Belgique ne relèvent pas, selon moi, des clivages linguistiques et culturels mais d'une rancœur historique à caractère social d'extrémistes flamingants contre la classe dirigeante francophone qui a, durant plus d'un siècle, dominé et maîtrisé les institutions belges. C'est flagrant lorsque l'on écoute les discours annuels tenus à Dixmude lors du pèlerinage de l'Yser. Le politique ne peut apporter de solution à ce qui relève davantage de la psychiatrie.

Dans cette hypothèse, je n'ose imaginer une solution à la tchécoslovaque où l'on constituerait une nation wallonne. Cela équivaldrait à se retrouver rapidement dans la situation des Pouilles ou de la Calabre dans les années 50. Ceci ne résulte en rien du courage ou de la volonté des citoyens francophones de ce pays mais d'une mal gouvernance des organismes d'intérêt public qui ne permet plus d'entrevoir un avenir.

Serait-ce un déshonneur de payer l'eau 18% moins cher, l'électricité 30%, et le trio téléphonie + câble TV + internet 200 % moins cher pour une qualité meilleure ? Serait-ce un drame de bannir l'iniquité fiscale à la belge? Qu'y aurait-il de déshonorant à faire partie d'un pays où l'aide apportée à la Lorraine (qui est une photocopie de la Wallonie) n'est pas discutée par les Savoyards ou les Bretons? Serait-ce déshonorant d'avoir 15 ministres dans un pays 18 fois plus grand que la Belgique contre plus de 60 chez nous? Pour moi, il vaut mieux choisir le pays des Droits de l'Homme plutôt que celui du Droit du Sol !

# La Belgique sera flamande ou elle ne sera pas

**Charles B.**

A la mi-décembre, la Trinité francophone - PS, CDH et Ecolo - annonçait sans rire que la note Vande Lanotte constituait une bonne base de discussion. Après quasi 200 jours de négociation larvée menée par des «informateur», «clarificateur» ou autre «conciliateur» - «l'horodateur» viendra sans doute en temps voulu -, on en est donc là.

Les médias francophones y voient déjà une faible lueur que les ténèbres nationalistes flamandes auraient soudain reçue des oeuvres du Saint Esprit, belge comme il se doit.

Demain, pour autant que la loi de financement soigneusement calculée par la Flandre (à son avantage, n'en doutons pas !) fasse l'objet d'un accord, il s'agira d'évoquer une fois de plus BHV. Mais en l'espèce nul ne doute que la capitulation des francophones sera promptement signée en rase campagne, quelque part, dans la fange des polders.

Les mêmes négociateurs devront aussi concocter un douloureux budget qui opposera inévitablement la droite flamande à la gauche wallonne.

Et, cerise blette sur le gâteau, il conviendra de former un gouvernement où les portefeuilles seront âprement disputés.

On le comprend, rien n'est réglé à l'heure actuelle. En refusant obstinément d'envisager un rapprochement avec la France, si minime soit-il, les partis et les médias francophones placent la Wallonie et Bruxelles dans un sombre cul-de-sac.

En 1830, le Royaume a été fondé sur la maxime : «La Belgique sera latine ou elle ne sera pas» (Charles Rogier). Aujourd'hui, en Flandre, les plus modérés se disent : «La Belgique sera flamande ou ne sera pas». Les plus actifs rectifient : «La Flandre et Bruxelles seront flamandes ou ne seront pas.»

Conclusion : Bart De Wever fait un tabac en Flandre parce qu'il dit tout haut ce que le Flamand moyen pense tout bas. De leur côté, les partis officiels effectuent leurs sondages privés et ils savent de quoi il retourne : la N-VA a le vent en poupe et son leader caracole en tête.

## La Marche de l'Empereur - 23 janvier 2011

40.000 personnes, selon les estimations de la RTBF, 34.000 selon les observateurs objectifs, dont une majorité de Bruxellois francophones, se sont déplacées ce dimanche 23 janvier pour exiger la formation d'un gouvernement. Le R.W.F. estime que toute manifestation citoyenne est bienvenue dans un pays rendu apathique et dépolitisé par les médias francophones aux ordres. Comparez avec les débats de fond de la société civile en France !

Cependant, aucune des initiatives citoyennes n'effacera les ravins qui séparent la Flandre et les Francophones sur les thèmes suivants, non exhaustifs :

- la culture et la langue ;
- la droite (80% en Flandre) et la gauche (70% en Wallonie) ;
- le droit du sol (Flandre) et le droit tout court (Wallonie-Bruxelles) ;
- une société de tradition catholique (Flandre) et celle d'en face influencée par les valeurs républicaines (Wallonie-Bruxelles) ;
- l'interprétation de l'Histoire de la Belgique et de son avenir à terme, etc.

Le R.W.F. appelle les partis francophones à saisir la chance historique qui consisterait à s'allier à la France sous une forme à négocier. Cette union inverserait le rapport de force perpétuellement défavorable aux francophones de Belgique : au lieu de 4,6 millions de francophones, les Flamands, tentés de jouer la loi du nombre, trouveraient subitement devant eux plus de 70 millions de francophones déterminés à faire respecter leurs droits, leur langue, leur culture et leurs intérêts économiques.

C'est une simple question d'arithmétique...



## Ils ne comprennent pas que le cartel est reformé !

Communiqué du R.W.F. repris dans le gratuit Métro du 2 février 2011



Johan Vande Lanotte a eu la sage idée de jeter l'éponge après plus de sept mois de marchandages sous les formes les plus insolites.

Les francophones auraient dû comprendre depuis longtemps que le cartel CD&V-NVA est secrètement reformé. C'est l'évidence ! Il faut savoir que Yves Leterme était le principal promoteur du cartel officiel (2004) et que... Wouter Beke en était le concepteur idéologique. Aujourd'hui, il existe 129 cartels CD&V-NVA en Flandre et le premier qui a été confirmé dans la perspective des élections communales de 2012, et jusqu'en 2018 (sic) précise l'accord ! l'a été par Yves Leterme en personne, à Ypres.

D'autre part, rappelons que Bart De Wever et l'actuel président du CD&V ont été configurés par l'ancien président de la Volksunie, Hugo Schiltz. A la fin de sa vie, celui-ci rêvait d'une Forza Flandria qui aurait même inclus le Vlaams Belang (aujourd'hui, avec l'affaire Morel, une partie du Belang pourrait se tourner vers la N-VA) !

N'oublions pas que Jean-Marie Dedecker (LDD) rôde également dans le coin et que De Wever l'avait déjà accueilli à bras ouverts en 2006.

On ne voit pas très bien ce qu'il faut encore négocier avec une majorité politique flamande ÉLUE qui veut l'indépendance ou, au pire pour nous, une Belgique « coquille vide » avec des francophones réduits à des citoyens de seconde zone.

Le R.W.F. demande au Ministre président wallon Rudy Demotte de prendre enfin en considération l'option française au moment même où il vient de relancer la Commission Wallonie-Bruxelles.

Gouverner c'est prévoir !



## Les Responsables du R.W.F.

**Les coprésidents :** Paul-Henry Gendebien et Laurent Brogniet : rwf@rwf.be

**Les Vice-Président(e)s :**

Nathalie Tramasure

0495 23 63 88

tollebecknathalie@hotmail.com

Jeannine Holsbecks

081 22 84 83

Pierre-René Mélon

0495 22 73 09

Philippe Lenaerts

0496 10 86 65

**Nos responsables d'arrondissement :**

### **Brabant wallon**

Philippe Bertrand

0499 98 84 05

philippe\_v\_g\_bertrand@msn.com

### **Charleroi**

Sébastien Tramasure

contact :

tollebecknathalie@hotmail.com

### **Liège**

Pierre-René Mélon

0495 22 73 09

piremel@yahoo.fr

### **Mons**

Yves Leblanc

0473 35 28 17

yvesleblanc@skynet

### **Soignies-La Louvière**

Jean-Michel Vanderbeken

0477 60 24 20

jm1762@skynet.be

### **Tournai-Ath-Mouscron**

André Delhaie

secrétariat :

tollebecknathalie@hotmail.com

### **Hexagone (contacts)**

Etienne Thienpont

etienne.thienpont@wanadoo.fr

### **Bruxelles et sa périphérie**

Guy Nolf (coordinateur)

0478 39 41 77

guy.nolf@mobistar.be

### **Huy-Waremme**

Marcel Dehalu

marceldehalu@hotmail.com

### **Luxembourg**

Annick Henrotte

0487 34 33 07

annick.henrotte@swing.be

### **Namur-Dinant-Philippeville**

Bernard Claes - 0475 37 33 65

bernard-claes@hotmail.com

Gilbert Tripnaux - 0494 27 51 67

(Dinant-Philippeville)

### **Thuin**

contact :

tollebecknathalie@hotmail.com

### **Verviers**

José Crutze - 087 53 11 64

secrétariat :

roberthensenne365@hotmail.com

### **Julien Wilmart**

Président des Jeunes R.W.F.

(JRWF)

julien\_wilmart@yahoo.fr

0474 96 01 15

## Nouveaux responsables en Luxembourg et à Liège



C'est une habitante de Manhay qui assurera désormais la fonction de présidente de section R.W.F. pour la province du Luxembourg. **Annick Henrotte**, 46 ans, mariée et mère de deux enfants est déjà connue pour son enthousiasme et sa détermination à sauvegarder au mieux les intérêts de ses concitoyens. Sa formation en technique du commerce et en relations publiques, ainsi que ses activités professionnelles – elle dirige une société de sécurité et est archiviste communale - lui permettent en continu de bien cerner les difficultés vécues au quotidien grâce à ses contacts réguliers et enrichissants dans les milieux sociaux divers. Nous lui souhaitons de nouveaux succès lors de la prochaine campagne.

Nous tenons à remercier par la même occasion notre ami René Herman qui s'est dévoué durant des années à la tête de la section.

### **Pierre-René Mélon remplace Liliane Dehaybe au Bureau et conduira les destinées de la section de Liège**

Ancien Belge repent, électeur du Rassemblement wallon dans les années 1970, puis longtemps abstentionniste et observateur désabusé, **Pierre René Mélon** s'affilie en 1992 au Mouvement wallon pour le retour à la France.

En 1994, il s'engage dans la création de la première liste électorale ouvertement réunionniste, menée aux élections régionales de mai 1995 par Henri Mordant, journaliste, ancien député et ex-président du R.W. Présent à nouveau au scrutin législatif de 1999, Pierre-René Mélon rejoint le R.W.F. en 2001.

Vice-président de la section de Liège pendant deux ans, puis membre du Bureau exécutif, il redevient militant de base jusqu'en mars 2010, quand le RWF lui demande de prendre la relève de l'arrondissement de Liège et de le conduire aux élections anticipées de juin. Il remplace Liliane Dehaybe, absente pour raisons de santé, qui reste bien entendu membre de droit du Bureau et que nous saluons pour son dévouement sans faille à notre cause.

### **Ecrits politiques de Pierre René-Mélon :**

*Les trois secrets du roi Asparagus*, éd. Cortext, 2009. Conte philosophique.

*Petit glossaire de la sous-France*, éd. Talus d'approche, 2000. Pamphlet.

*Histoire imaginaire de la première République liégeoise*, éd. Céfal, 2001. Récit.

Articles et/ou chroniques dans *La Wallonie*, *La Libre Belgique*, *Le Soir*, *Wallonie française*, *Wallonie-France*, *Toudi*, *La Lettre de l'Indépendance...*

## Grande soirée R.W.F. conviviale pour l'ensemble des membres et sympathisant(e)s

**Quand ? Le samedi 19 mars 2011 à partir de 19h**

**Où ? Au restaurant La Cité des Anges à Namur**

**Complexe Acinapolis (rez-de-chaussée)**

**Place de la Gare fleurie à Jambes**

**Renseignements : 0475 37 33 65 - [bernard-claes@hotmail.com](mailto:bernard-claes@hotmail.com)**

**P.A.F. : 25 euros (apéritif, entrée, plat, dessert, café)**

**Enfants moins de 12 ans : 8 euros**

**sur le compte **BE32 000-0700633-02****

**(réservation au plus tard le 15 mars)**

**Attention : indiquer «repas R.W.F.» en communication**



A l'occasion de l'ouverture officielle de la Fête de la Wallonie, près de 300 militant(e)s et sympathisant(e)s du R.W.F. ont manifesté pacifiquement le samedi 18 septembre pour proposer une alternative de cœur et/ou de raison à la crise interminable de l'Etat Belge : l'union de la Wallonie avec la France sous une forme à négocier. D'une façon générale, notre action a été accueillie positivement par la population wallonne.

# Inventaire avant liquidation

*Carte blanche de Pierre-René Mélon, responsable du R.W.F. Liège*



Je propose ici la brève analyse de deux paradoxes belges.

La Flandre moderne est fille des guerres de religion qui conduisirent à la séparation des provinces méridionales des Pays-Bas en 1581. Dès son berceau, la Flandre nouvelle est ainsi marquée du double sceau de l'intrépidité espagnole et de l'inflexibilité catholique. Il n'est donc pas étonnant que le nationalisme flamand ait revêtu en guise d'armure les habits liturgiques du catholicisme. Au XIXe siècle, les curés de village qui patoisaient en chaire ont sauvé le flamand en même temps que la foi, laissant aux Wallons les secours de la religion socialiste.

Au siècle dernier, nombreux sont les catholiques flamands qui menèrent le combat libérateur. Les noms sont connus : le social abbé Daens, le pan-néerlandais pasteur Jan Derk Domela Nieuwenhuis Negara (sic), le fasciste abbé Gantois, le jésuite Van Isacker, Mgr Desmet, évêque de Bruges (caution catholique à l'épuration linguistique de Louvain en 1968), sans parler des organisations politiques et syndicales chrétiennes, comme par exemple la Christelijke Vlaamse Volksunie, ancêtre de la Volksunie dont l'explosion allait métastaser l'ensemble du corps politique flamand dans le dernier quart du XXe siècle.

## **Premier paradoxe : le mouvement flamand largue son pilier majeur**

Voici le premier paradoxe : à mesure que son indépendance approche, la Flandre s'éloigne de Dieu, comme si elle voulait se défaire de sa chrysalide, se distancer de son tuteur. Comme les cyclistes se délestent des objets encombrants (bidon, biscuits...) à l'approche du sprint final, les Flamands se débarrassent de l'encombrante présence d'un catholicisme désormais inopérant dans un monde post-chrétien. L'émergence de la Flandre comme Etat rival au sein de la Belgique s'accompagne d'une rapide déliquescence de la Flandre comme pilier catholique de la même Belgique : les résultats électoraux déclinants du CVP puis du CD&V au profit de la laïque et pragmatique NVA en témoignent très concrètement.

En somme, l'idée belge, chère à Henri Pirenne et aux belgicistes, n'était en réalité qu'une certaine idée de la Flandre catholique et pastorale (la Wallonie étant décidément trop séculière et trop française). La modernisation et la laïcisation de la Flandre ne pouvaient que miner cet édifice factice et mener à l'écroulement du pilier belgo-flamand. Les attaques récurrentes contre Mgr Léonard, le très catholique archevêque wallon du dernier diocèse bilingue, ont sans doute beaucoup d'autres motifs (notamment linguistique) que l'éthique et la théologie...

### ***La Belgique : l'apprentie sorcière du laboratoire de l'Europe***

Voici le second paradoxe : à mesure que la Belgique se fantômatise, elle apparaît de plus en plus dans les contours impalpables de ce qu'elle a toujours été : une mauvaise idée. Ou plutôt une fausse bonne idée. Cette fausse bonne idée est celle de l'Etat plurinational et interculturel comme modèle de l'Europe. Longtemps, l'idéologie post-nationale qui sous-tend le projet paneuropéen nous a fait croire qu'il fallait regarder la Belgique comme la maison-témoin de l'entrepreneur européen. Et l'entrepreneur croyait tellement à l'exemplarité de son modèle qu'il y a établi ses quartiers. Maintenant, plus personne n'est dupe : le «laboratoire de l'Europe» est devenu un contre-modèle, voire un repoussoir et les européistes assistent, impuissants et terrorisés, au lent et silencieux effondrement de leur maison-témoin. La Belgique est la preuve a contrario que le matériau de base de la construction européenne, c'est la nation ; que les briques politiques de la maison européenne ce sont les nations constituées en Etats, unis par le ciment d'une même volonté de vivre ensemble. La fin de la Belgique est aussi la fin d'une certaine façon de faire l'Europe en laboratoire : le multiculturel et le plurinational montrent leurs prévisibles limites à l'intérieur même du pentagone bruxellois.

La chute du pilier catholique et l'implosion du laboratoire européen marquent la fin d'une certaine idée lotharingienne de la Belgique comme rempart de la foi et microcosme frontalier. Aujourd'hui, la Belgique doit assumer son destin de bulle spéculative : née d'un pari politique, elle aura tenu miraculeusement pendant sept générations. L'heure de vérité approche : un austère bilan comptable aura raison des dernières utopies mélangistes.

## **Qu'attendre de la Belgique ? Qu'elle meure dans la dignité.**

Mais ces tristes constats sont aussi source de grande joie et promesse de paix future. En effet, la fin de la Belgique est aussi l'occasion d'assainir l'atmosphère politique. Si les idées fausses conduisent à la guerre, les fausses bonnes idées (la Belgique, l'Europe post-nationale) aboutissent à des paradoxes ou mieux, à l'autodérision qui est la vanité des humbles ; ce sera notre modeste contribution à la paix du monde.

Qu'attendre encore de la Belgique? Qu'elle meure dans la dignité et que les peuples qui la composent réintègrent, d'une manière ou d'une autre, leur famille nationale (la France, les Pays-Bas). Qu'elle puisse enseigner aux générations futures la merveilleuse insolence des peuples qui résistent à l'Histoire qu'on écrit à leur place.



Photo : René-G. Thirion

## Echos de Flandre : Amnistie, la ritournelle du Nord

Personne ne lui avait rien demandé, mais Elio Di Rupo avait pourtant accepté, dès le début des négociations, en été dernier, la possibilité de rencontrer les revendications du Mouvement flamand en matière d'amnistie des anciens collaborateurs avec l'occupant nazi.

En janvier dernier, le Vlaams Belang est revenu à la charge avec une proposition de loi visant à accorder l'amnistie aux inciviques : «Cela effacerait les actes d'incivisme prétendument commis (sic) entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945» et d'indemniser les victimes de la répression «pour le préjudice financier subi» (resic). Si les partis francophones ont rejeté à l'unanimité le funeste projet en déclarant qu' «accorder l'amnistie serait officialiser l'oubli et donc nier le sacrifice des milliers de citoyens qui se sont engagés contre le nazisme», le camp flamand surprit son monde : le SP.A se tut dans toutes les langues. Jean-Marie Dedecker (LDD) parla d'injustice manifeste : «Les partis francophones n'ont que le mot pardon à la bouche pour le Rwanda, l'Afrique du Sud, etc., mais dès qu'il s'agit de parler de la Belgique, l'on retombe dans un véritable analphabétisme démocratique. Pourtant, un Parlement digne de ce nom doit pouvoir discuter de tous les dossiers.» Au nom de la N-VA, Jan Jambon apporta aussi le soutien inconditionnel de sa formation. Le VLD, par la voix du père De Croo, trouva des circonstances atténuantes pour accepter de prendre en considération la proposition du Belang.

En fin de compte, la proposition de loi sur l'amnistie ne fut pas retenue : 57 élus votèrent pour, mais 68 s'y opposèrent. Un vote communautaire majoritaire, Flamands contre Wallons ? Pas tout à fait : ce qui reste de la gauche au nord (Groen! et SP.A) ont voté contre. Mais ils ne représentent plus que 20% de l'électorat flamand.

En fait, comme l'Autriche et l'ex-Allemagne de l'Est, la Flandre n'a jamais été dénazifiée : des tas de collaborateurs ont été recyclés dans de grandes entreprises flamandes après-guerre ; de nombreuses rues du Nord portent le nom d'idéologues pronazis (Cyriel Verschaeve au cœur du bourg de Breendonck par exemple !) et les dirigeants de la N-VA eux-mêmes continuent à entretenir des relations malsaines avec des groupes d'extrême droite comme le NSV, le KVHV, le TAK et tant d'autres...



## Le Roi s'arroe des pouvoirs qui ne sont pas les siens

*Communiqué du 3 février 2011 repris par la presse et le site de RTL*

En demandant à M. Yves Leterme de faire voter un budget 2011 et de prendre des mesures économiques structurelles, Albert II a outrepassé les pouvoirs qui sont les siens. Un gouvernement en affaires courantes est seulement habilité à administrer le provisoire.

Il est démissionnaire et ne bénéficie pas de la confiance du Parlement fédéral. Il ne peut pas décider pour l'avenir, c'est-à-dire gouverner, sauf à mettre les principes démocratiques entre parenthèses.

Le R.W.F. se demande pourquoi les partis officiels et institutionnels acceptent cette dérive manifestement anticonstitutionnelle.

Il faut y voir un signe supplémentaire de la course à l'abîme qui caractérise désormais l'Etat belge.



## Le R.W.F. a besoin de vous !

Nous ne recevons pas un centime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales.

Nous lançons donc un appel : **(ré)affiliez-vous** via le compte R.W.F. **BE32 000-0700633-02** (25 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille).

Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des tracts et de la prochaine campagne...

Les prochaines élections pourraient se profiler plus tôt que prévu !

### Drapeau officiel du R.W.F.

20 euros à verser sur le compte BE32 000-0246739-68.

Renseignements : Laurent Brogniet

info@rwf-bw.be – Tél. +32 (0)472 65 41 60

